

(N° 131)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 30 JANVIER 1923.

Proposition de loi apportant des modifications à la loi du 24 juillet 1921
relative à la dépossession involontaire des titres au porteur ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. DAVID.

MESSIEURS,

En vertu de la loi sur la réparation des dommages de guerre, les propriétaires de titres de sociétés détruits, perdus ou volés par suite de faits de guerre sont indemnisés lorsqu'il est impossible d'indiquer les numéros des titres disparus.

Or, dans ce cas, il arrivera souvent que les actionnaires des sociétés se trouveront enrichis. En effet, s'il s'agit d'actions brûlées, par exemple, le nombre des copartageants se trouvera réduit au jour de la liquidation. Et s'il s'agit d'obligations, la Société aura été déchargée d'une dette.

L'État, qui a payé une indemnité, est fondé, en équité, à se retourner vers la Société, pour autant que celle-ci *locuplitior facta est*.

* * *

L'article 43 de la loi du 24 juillet 1921 avait pour but d'organiser un système qui permit à l'État de réclamer aux sociétés des duplicata des titres qu'il aurait payés, aux détenteurs dépossédés par faits de guerre.

Ce système, auquel une extension trop grande avait été donnée, eût dépassé le but qu'il s'agissait d'atteindre.

Ramené, par son auteur même, dans les limites que lui assigne la proposition actuelle, il ne suscitera, sans doute, plus d'émotion ni d'opposition.

(1) Proposition de loi, n° 32.

(2) La Commission, présidée par M. MECHERYNCK, était composée de MM. CRICK, DE WOUTERS, D'OPINTER, MECHERYNCK, PEPIN, PONCELET, SOUDAN et WAUWERMANS.

En voici le mécanisme indiqué sommairement :

Pour certaines catégories de titres, il sera dressé une liste de ceux qui peuvent être présumés perdus, détruits ou volés par suite des événements de la guerre.

Cette liste restera pendant un an et demi soumise au contrôle des intéressés, qui pourront faire rayer les numéros dont l'existence aura été constatée.

Enfin, après le 31 décembre 1926, les titres que personne n'aura réclamés pourront être versés, sous forme de duplicata, à la Caisse des Dépôts et Consignations, où les propriétaires, d'ailleurs, pourront encore les réclamer.

. * .

Quels titres, quelles sociétés sont visés par la proposition de loi actuelle? A la différence de la loi existante, qui statue pour toute personne physique ou morale ayant émis en Belgique des titres au porteur avant le 1^{er} janvier 1920, la proposition qui vous est soumise ne s'occupe que des sociétés belges qui ont distribué des dividendes, payé des coupons d'intérêts, échangé, remboursé des actions ou obligations, fourni de nouvelles feuilles de coupons, pendant les années 1920, 1921 et 1922. (Pour le détail précis voir l'article 43.)

Les sociétés en question devront dresser la liste des titres qui n'auront pas répondu à l'appel, des titres qui, si nous osons nous exprimer ainsi, n'auront pas donné signe de vie. Ce n'est pas une difficulté pour elles. Leur comptabilité les renseigne. Leurs écritures, si elles sont tenues avec soin, leur permettent de répondre avec exactitude.

Et, même s'il s'agit de titres dont les coupons n'ont pas été encaissés, etc..., ces sociétés ne doivent pas mentionner sur la liste les numéros des actions ou obligations dont les propriétaires leur seraient connus en raison d'une circonstance occasionnelle. L'article 43 est précis à cet égard.

. * .

Les listes ainsi faites doivent être envoyées, avant le 30 juin 1923, à l'Office national, lequel les publiera.

Elles ne seront encore que provisoires.

Jusqu'au 31 décembre 1924, quiconque constatera qu'il est en possession d'un titre dont le numéro figure sur ces listes pourra en obtenir la radiation.

La procédure organisée par l'article 43 est simple : Une lettre recommandée, adressée à la Société, suffit.

Le Ministre des Finances statue.

Le recours aux tribunaux, à tous les degrés, est réservé aux intéressés.

La première instance est celle devant le président du tribunal, statuant en référé.

Le droit d'appel est réglé par la loi sur la compétence judiciaire.

. * .

Un délai assez long — il s'étend du 1^{er} janvier 1925 au 31 décembre 1926 — a été prévu pour que toutes les réclamations puissent être examinées et tranchées.

Après cette dernière date, les listes corrigées et rectifiées, et sensiblement réduites, seront devenues définitives.

Le Ministre des Finances pourra alors tenter la procédure prévue à l'article 43 aux fins d'obtenir la confection des duplicata et leur dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations. Le président du tribunal, s'il le juge utile, pourra encore prescrire des mesures de précaution complémentaires : publications, vérification des coupons payés par la société depuis 1923, par exemple.

A ce moment, il est probable que tous les titres pour lesquels aucune réclamation n'aura été formulée seront réellement des titres perdus ou détruits, à part peut-être quelques-uns se trouvant dans les mains de porteurs frappés d'une incurable négligence.

Ces derniers ne posséderont plus, après la décision rendue, que des actions et obligations déclarées sans valeur.

Mais comme leur droit sera resté entier, ils pourront encore réclamer à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Celle-ci leur délivrera les duplicata correspondant à leurs anciens titres, moyennant l'autorisation du Ministre des Finances ou sur le vu d'un jugement.

* * *

Le devoir de vérifier les listes dressées par les sociétés incombe donc aux porteurs de titres. A eux de veiller à leurs intérêts. La loi leur donne toutes les facilités voulues.

Il a paru à la Commission qu'il serait excessif de rendre non négociables en Bourse, pendant près de trois ans, les titres figurant sur les listes provisoires.

Ce serait obliger les agents de change et banquiers à des vérifications supplémentaires et sans nombre.

Pas un titre, en effet, ne pourrait plus passer par leurs mains sans qu'ils fussent tenus de le soumettre à un contrôle de plus.

* * *

Le nouvel article 45 contient trois espèces de dispositions générales et permanentes :

1. Il interdit aux sociétés civiles et commerciales ayant leur siège social ou leur principal établissement en Belgique d'invoquer à leur profit la prescription vis-à-vis de leurs titres au porteur en ce qui concerne :

- a) Les dividendes et intérêts,
- b) Les sommes et avantages quelconques afférents à ces titres, lorsque le paiement ou la délivrance ne leur est pas réclamé.

Ces sociétés conservent la faculté de renoncer à la prescription vis-à-vis de leurs actionnaires ou obligataires au porteur, mais elles ne peuvent pas faire profiter leurs autres actionnaires de la prescription.

Elles ne sont pas obligées, après cinq ou trente ans, de se dessaisir des sommes ou autres avantages non réclamés.

La loi les autorise à les déposer à la Caisse des Dépôts et Consignations, mais ne les y contraint pas.

Elle ne leur impose qu'une obligation : celle de faire apparaître indéfiniment à leur comptabilité, sous une rubrique spéciale, les sommes et valeurs visées.

Mais lorsque la société viendra à être dissoute, le liquidateur devra consigner à la Caisse des Dépôts et Consignations, les dividendes, intérêts et autres valeurs dont il est question ci-dessus.

L'article précise ainsi pour certaines sommes la manière dont la consignation prévue à l'article 160 de la loi sur les sociétés devra être exécutée.

2. En ce qui concerne les liquidations clôturées après le 1^{er} août 1914, la loi du 21 juillet 1921 avait mis fin déjà à la situation antérieurement existante.

L'article 45, § 2, qui nous est actuellement soumis, remplace les articles 45 et 46 existants; il modifie quelque peu les délais primitivement prévus et supprime l'attribution à l'État après la seconde période de cinq années.

La Commission a pensé que cette attribution à l'État ne devait pas être prévue pour le cas actuel, seulement, dans une loi particulière, mais qu'il y aurait lieu d'examiner la question dans son ensemble pour tous les dépôts de la Caisse des Dépôts et Consignations et de la régler, ultérieurement, par une loi générale.

La Chambre est, d'ailleurs, saisie d'un projet sur la matière.

3. Le troisième ordre de dispositions prévu à l'article 45 vise les emprunts des provinces, communes et établissements publics.

Ici, rien n'est innové en ce qui concerne la prescription des coupons. La loi n'interdit pas au débiteur de l'invoquer à son profit, contrairement à ce qu'il fait pour les sociétés civiles et commerciales, au § 1^{er} du présent article.

Aucune prescription nouvelle, non plus, n'est édictée quant à la tenue de la comptabilité de ces personnes morales que sont les provinces, communes et établissements publics.

Mais pour ce qui regarde les titres remboursés et les lots non réclamés, la Commission propose qu'ils soient versés obligatoirement à la Caisse des Dépôts et Consignations, cinq ans après le jour où ils sont devenus exigibles.

Ils y resteront à la disposition des intéressés, et ceux-ci pourront les en retirer moyennant une autorisation du Ministre des Finances, ou moyennant un jugement.

Leur droit reste, en effet, intact.

Le Rapporteur,
DAVID.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 30 JANUARI 1923.

Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 24 Juli 1921 op de ongewilde
buitenbezitstelling van de titels aan toonder ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **DAVID**.

MIJNE HEEREN,

De titels van vennootschappen, die wegens oorlogsfeiten verloren gingen of vernield werden, worden, krachtens de wet op het herstel der oorlogsschade, vergoed bij aldien het onmogelijk is de nummers er van op te geven.

Welnu, in dit geval, zal het vaak voorkomen dat de aandeelhouders van de vennootschappen rijk geworden zijn. Inderdaad, zoo het aandeelen betreft, die, bij voorbeeld, verbrand zijn, dan zal het aantal der mededeelhebbers, ten dage der vereffening verminderd zijn. En zoo het obligatiën betreft, zal de vennootschap van eene schuld zijn ontlast.

De Staat, die eene vergoeding heeft uitgekeerd, is, billijkheidshalve, gerechtigd zijn verhaal te nemen op de Vennootschap in zooverre deze *locupletior facta* is.

Artikel 43 der wet van 24 Juli 1921 had ten doel een stelsel in te voeren waarbij de Staat gemachtigd werd aan de Vennootschappen dubbels te vragen van de titels door hem betaald aan de door den oorlog buiten bezit gestelde houders ervan.

Dit stelsel, waaraan een te groote uitbreiding was gegeven geworden, liep gevaar het voorgestelde doel voorbij te streven.

De indiener zelf heeft het stelsel binnen de perken van het voorstel teruggebracht, zoodat het ongetwijfeld geen ontroering meer, noch verzet zal wekken.

(1) Wetsvoorstel, nr 32.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer MECHERYNCK, bestond uit de heeren CRICK, DE WOUTERS d'OPINTER, MECHERYNCK, PEPIN, PONCELET, SOUDAN en WAUWERMANS.

Ziehier in 't kort hoe het werkt :

Voor zekere reeksen van titels zal er eene lijst opgemaakt worden van deze welke kunnen verondersteld worden te zijn verloren, vernietigd of gestolen ten gevolge van de oorlogsgebeurtenissen.

Deze lijst zal gedurende anderhalf jaar onderworpen blijven aan het toezicht der belanghebbenden die de nummers, waarvan het bestaan vastgesteld wordt, kunnen doen schrappen.

Eindelijk, na 31 December 1926, kunnen de titels, die niemand heeft opgeëischt, onder vorm van duplicata in de Deposito- en Consignatiekas gestort worden, waar de eigenaars ze, overigens, nog kunnen opeischen.

* .

Welke titels, welke vennootschappen worden bedoeld in het onderhavig wetsvoorstel? In tegenstelling met de bestaande wet, die eene regeling treft voor elke fysieke of moreele persoon die in België titels aan toonder heeft uitgegeven vóór 1 Januari 1920, houdt het wetsvoorstel, dat u thans wordt voorgelegd, zich enkel bezig met de Belgische vennootschappen die dividenden hebben uitgekeerd, interestcoupons betaald, aandeelen of schuldbrieven hebben omgeruild of terugbetaald, nieuwe couponbladen hebben afgeleverd, gedurende de jaren 1920, 1921 en 1922. (Voor de bijzonderheden, cfr. art. 43.)

De vennootschappen waarvan sprake moeten de lijst opmaken van de titels die aan den oproep niet hebben beantwoord, van de titels die, om zoo te zeggen, geen teken van leven hebben gegeven.

Voor hen is dat niet moeilijk. Hunne comptabiliteit is daar om hen in te lichten. Indien hunne boeken met zorg zijn gehouden kunnen zij nauwgezet antwoorden.

En zelfs wanneer het titels geldt waarvan de coupons niet werden uitbetaald enz., moeten die vennootschappen op de lijst niet de nummers vermelden van de aandeelen of de obligaties waarvan de eigenaars hun toevallig zouden bekend zijn.

Artikel 43 zegt het zeer beslist.

* *

De aldus opgemaakte lijsten moeten vóór 30 Juni 1923 gezonden worden naar het Nationaal Kantoor, dat ze zal bekendmaken.

Zij zullen nog slechts voorloopig zijn.

Tot op 31 December 1924 zal iedereen, die vaststelt dat hij een titel bezit waarvan het nummer voorkomt op deze lijsten, dit nummer kunnen doen schrappen.

De te volgen weg (art. 43) is dus zeer eenvoudig : Een aangeteekende brief tot de Vennootschap gericht is voldoende.

De Minister van Financiën doet uitspraak.

Het beroep bij de rechtbanken van alle graden blijft aan de belanghebbenden voorbehouden.

De eerste aanleg is deze voor den voorzitter der rechtbank die in kortgeding beslist.

Het recht van beroep wordt geregeld door de wet op de rechterlijke bevoegdheid.

Een tamelijk lang tijdstip, — van af 1 Januari 1925 tot 31 December 1926 — werd voorzien om alle bezwaarschriften te kunnen onderzoeken en regelen.

Na dezen uiterlijken datum zullen de verbeterde en merkkelijk beperkte lijsten definitief geworden zijn.

Dan kan de Minister van Financiën de rechtsvordering instellen, welke wordt voorzien bij artikel 43 ten einde de duplicata te doen opmaken en ze te doen neerleggen in de Deposito- en Consignatiekas. De voorzitter der rechtbank kan, zoo hij het noodig oordeelt, bovendien nog aanvullende voorzorgsmaatregelen voorschrijven : openbaarmaking, verificatie der coupons door de maatschappij sedert 1923, bij voorbeeld, uitbetaald.

Het is waarschijnlijk dat na dien termijn al de titels voor welke geen bezwaar werd ingediend, feitelijk verloren of vernietigde titels zullen zijn, met uitzondering misschien van enkele welke in het bezit zijn van personen die blijk gaven van onverbeterlijke onachtzaamheid.

Deze laatsten zullen, na de gevallen beslissing, nog slechts aandeelen en obligatiën bezitten, welke waardeloos zijn verklaard.

Daar echter hun recht onverminderd zal gebleven zijn, zullen zij nog immer hun eisch kunnen doen gelden bij de Deposito- en Consignatiekas.

Deze zal hun de duplicata van hunne vroegere titels afleveren, mits de machtiging van den Minister van Financiën of op overlegging van een vonnis.

* *

De bezitters van titels hebben dus den plicht de door de Maatschappijen opge-
maakte lijsten te onderzoeken. Zij moeten het oog houden op hunne belangen.
De wet bezorgt hun daartoe al de vereischte gemakkelijheid.

Aan de Commissie scheen het buitensporig toe, de titels op de voorloopige lijsten vermeld, gedurende schier drie jaren, niet verhandelbaar te maken ter Beurs.

Aldus zou men de wisselagenten en bankiers tot eindelooze aanvullende verificatie verplichten.

Inderdaad geen enkele titel zou nog door hunne handen kunnen gaan, zonder dat zij gehouden zijn den titel aan een bijkomende controle te onderwerpen.

* * *

Het nieuw artikel 45 behelst drie soorten algemeene en vaste bepalingen :

1. Het is aan de burgerlijke en handelsvennootschappen welker maatschappelijke zetel of hoofdinrichting in België is gevestigd, verboden te hunnen voordeele de verjaring in te roepen van hunne titels aan toonder in zake :

a) De dividenden en interesten,

b) De sommen en welke voordeelen ook wegens deze titels wanneer de betaling of de aflevering hun niet wordt gevraagd.

Deze maatschappijen blijven vrij af te zien van de verjaring tegenover hunne aandeel- of obligatiehouders aan toonder, doch zij kunnen de verjaring niet aanwenden ten voordeele van hunne andere aandeelhouders.

Zij zijn niet verplicht, na vijf of dertig jaar, afstand te doen van de niet opgeëischte sommen of andere voordeelen.

De wet geeft hun de machtiging — zonder ze echter er toe te verplichten — deze in de Deposito- en Consignatiekas in bewaring te geven.

Zij legt hun slechts eene enkele verplichting op : die van op eene onbepaalde wijze in hunne boekhouding, onder een bijzondere rubriek, de bedoelde sommen en waarden te vermelden.

Doch, wanneer de vennootschap ontbonden wordt, dan moet de vereffenaar de dividenden, interesten en andere hoogervermelde waarden in de Deposito- en Consignatiekas in bewaring geven.

Het artikel geeft insgelijks aan, voor zekere sommen, op welke wijze de bij artikel 160 der wet op de vennootschappen voorziene consignatie moet geschieden.

2. Wat de na 1 Augustus 1914 afgesloten vereffeningen betreft, had de wet van 21 Juli 1921 reeds een eind gemaakt aan den vroegeren toestand.

Artikel 45, § 2, dat ons thans onderworpen is, vervangt de bestaande artikelen 45 en 46; het wijzigt eenigszins de eerst voorziene termijnen en ontleemt de machtiging aan den Staat na den tweeden termijn van vijf jaar.

De Commissie was van meening dat deze machtiging aan den Staat voor het huidige geval alleen niet diende voorzien te worden in een bijzondere wet, doch dat het noodig was de zaak in haar geheel te onderzoeken voor al de bewaargevingen der Deposito- en Consignatiekas en ze later door eene algemeene wet te regelen. Overigens, bij de Kamer is eene wet dienaangaande aanhangig gemaakt.

3. De derde reeks bepalingen voorzien bij artikel 45 betreft de leeningen der provinciën, gemeenten en openbare instellingen.

Hier wordt niets nieuws ingevoerd voor wat het verjaren der coupons betreft. De wet verbiedt niet aan den schuldenaar het verjaren te zijnen bate in te roepen in strijd met hetgeen zij voorziet bij § 1 van dit artikel voor de burgerlijke en handelsvennootschappen.

Geen nieuwe verjaring wordt evenmin uitgevaardigd betreffende de boekhouding van deze zedelijke personen als zijn : de provinciën, gemeenten en openbare instellingen.

Doch voor hetgeen betreft de terugbetaalde titels en de niet opgevorderde premien, stelt de Commissie voor, dezelve verplichtend te doen storten in de Deposito- en Consignatiekas, vijf jaar na den dag waarop zij opeischbaar zijn geworden.

Zij zullen aldaar ter beschikking blijven van de belanghebbenden en dezen zullen ze kunnen terugnemen mits eene machtiging van den Minister van Financiën, of mits een rechterlijke uitspraak.

Hun recht blijft, inderdaad, onverkort.

De Verslaggever,
DAVID.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.

ANNEXE AU N° 131.**Texte proposé par la Commission.****ARTICLE UNIQUE.**

Les articles 43 à 46 de la loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur sont remplacés par les dispositions suivantes :

« ART. 43, § 1^{er}. — Toute société civile ou commerciale ayant son siège social ou son principal établissement en Belgique est tenue de fournir à l'Office national, au cours du deuxième trimestre de l'année 1923, pour les actions, parts et obligations qu'elle a créées avant le 1^{er} janvier 1920, une liste, en double exemplaire, indiquant, dans l'ordre ascendant, et, le cas échéant, par série, les numéros :

» 1° Des titres au porteur dont il n'a été encaissé, avant le 31 mars 1923, aucun des coupons de dividende ou d'intérêt rendus payables après le 31 décembre 1919;

» 2° Des titres au porteur qui pouvaient être échangés, remboursés ou munis d'une nouvelle feuille de coupons pendant la période du 1^{er} janvier 1920 au 31 décembre 1922 et qui ne l'étaient pas au 31 mars 1923.

» La société ne peut porter sur la liste les numéros des titres s'il est établi que, pendant la même période du

BIJLAGE VAN N° 131.**Tekst voorgesteld door de Commissie.****EENIG ARTIKEL.**

De artikelen 43 tot 46 der wet van 24 Juli 1921 op de ongewilde buitenbezitstelling van de titels aan toonder worden vervangen door de volgende bepalingen :

« ART. 43, § 1. — Elke burgerlijke of handelsvennootschap, waarvan de zetel of de hoofdinrichting in België is gevestigd, is verplicht, wat betreft de aandelen, deelbewijzen en obligatiën die zij vóór 1 Januari 1920 heeft uitgegeven, in den loop van het tweede trimester van het jaar 1923 aan het Nationaal Kantoor eene lijst af te leveren, waarop zijn vermeld, in opklimmende orde en, bij voorkomend geval, per reeks, de nummers :

» 1° Der titels aan toonder, waarvan geen dividenden- of interestencoupons, na 31 December 1919 betaalbaar gesteld, vóór 31 Maart 1923 werden uitbetaald;

» 2° Der titels aan toonder, die konden omgewisseld, uitgekeerd of met een nieuw couponblad voorzien worden gedurende het tijdvak 1 Januari 1920 tot 31 December 1922 en waarvoor zulks niet geschiedde vóór 31 Maart 1923.

» De vennootschap mag de nummers der titels op die lijst niet vermelden, wanneer het is bewezen dat zij, gedu-

1^{er} janvier 1920 au 31 décembre 1922, ils ont fait l'objet soit d'un acte authentique, soit d'une déclaration de succession, soit d'un dépôt en vue d'une assemblée, d'un estampillage ou d'une conversion.

» Elle ne peut non plus porter sur la liste les numéros des titres qui ont donné lieu à contradiction dans le sens de l'article 26 ou dont la possession lui est affirmée par le détenteur ou par le dépositaire dans une lettre adressée au siège social avant le 31 mars 1923.

» § 2. — Les listes, à l'expiration du deuxième trimestre de 1923, sont publiées par l'Office national avec invitation aux porteurs des titres énumérés à se faire connaître à la société par l'envoi, avant le 31 décembre 1924, d'une lettre recommandée à la poste.

» La Société accuse réception des lettres qui lui parviennent et les transmet dans la huitaine au Ministre des Finances.

» Celui-ci apprécie si les numéros désignés dans les déclarations de possession peuvent être biffés de la liste.

» Il fait connaître sa décision à la société et aux réclamants par lettre recommandée.

» S'il admet la réclamation, il fait publier un avis rectificatif à l'Office national.

» Si aucune décision sur la réclamation n'intervient dans les deux mois, ou si la réclamation est rejetée, l'intéressé peut assigner le Ministre des Finances et la société débitrice à comparaître en référé, dans un délai qui ne peut être moindre

rende gezegd tijdvak 1 Januari 1920 tot 31 December 1922, het voorwerp waren hetzij van eene authentieke akte, hetzij van eene aangifte van nalatenschap, hetzij van eene overlegging met het oog op eene vergadering, eene stempeling of eene omzetting.

» Op de lijst mag zij evenmin vermelden de nummers der titels die aanleiding hebben gegeven tot tegenspraak in den zin van artikel 26 of waarvan het bezit haar door den houder of door den bewaarder werd bevestigd bij brief, vóór 31 Maart 1923 aan den zetel der vennootschap toegezonden.

» § 2. — Na het verstrijken van het tweede trimester van 1923 worden de lijsten door het Nationaal Kantoor openbaargemaakt met verzoek, aan de houders van de vermelde titels, zich aan de vennootschap te doen kennen door het zenden, vóór 31 December 1924, van een ter post aangeteekenden brief.

» Door de vennootschap wordt ontvangst bericht van de haar toegekomen brieven; deze maakt zij binnen acht dagen over aan den Minister van Financiën

» Deze oordeelt of de nummers, in de bezitaangiften vermeld, mogen van de lijst geschrapt worden.

Aan de vennootschap en aan de reclamanten geeft hij bij aangeteekenden brief kennis van zijne beslissing.

Indien hij het bezwaar aanneemt, doet hij een bericht tot terechtwijzing openbaarmaken op het Nationaal Kantoor.

Wordt over het bezwaar niet beslist binnen twee maanden of wordt het bezwaar niet aangenomen, dan kan de belanghebbende den Minister van Financiën en de schuldplichtige vennootschap dagvaarden om, binnen eene tijdruimte

d'un mois, devant le président du tribunal de 1^{re} instance du siège de la société débitrice ou de son principal établissement en Belgique pour y entendre prononcer la radiation du titre de la liste. Le juge des référés statue sur les dépens.

» § 3. — Pour les titres dont les numéros sont maintenus sur la liste après le 31 décembre 1926, le président du tribunal de 1^{re} instance de l'arrondissement du siège de la société ou de son principal établissement en Belgique peut, sur requête de la société ou du Ministre des Finances, ordonner la remise de duplicata à la Caisse des dépôts et consignations et déclarer que les titres primitifs ont perdu toute valeur.

» Son ordonnance indique les coupons qui doivent être attachés aux duplicata.

» Il peut subordonner la délivrance des duplicata à l'accomplissement de publications ou formalités complémentaires.

» Ses ordonnances sont publiées par extrait et sans frais au *Bulletin des oppositions*. »

« ART. 44. — Les sociétés qui n'auront pas fourni à l'Office national, dans le délai imparti, la liste visée à l'article 43, rembourseront à l'État, dans le mois de l'avis qu'il leur donnera par lettre recommandée, le montant des sommes qu'il aura versées en exécution de la loi sur la réparation des dommages de guerre à raison des titres créés par ces sociétés.

van niet minder dan ééne maand, in kort geding te verschijnen voor den voorzitter der rechtbank van 1^{sten} aanleg van den zetel van de schuldplichtige vennootschap of van hare hoofdinrichting in België, ten einde er te hooren bevelen dat de titel van de lijst moet geschrapt worden. De rechter in kort geding doet uitspraak over de kosten.

» § 3. — Voor de titels, waarvan de nummers op de lijst worden behouden na 31 December 1926, kan de voorzitter der rechtbank van 1^{sten} aanleg van het arrondissement, waar de vennootschap of hare hoofdinrichting in België gevestigd zijn, op verzoek van de vennootschap of van den Minister van Financiën, de aflevering van duplicaten aan de Deposito- en Consignatiekas gelasten en verklaren dat de oorspronkelijke titels geen waarde meer hebben.

» Door zijn bevelschrift wordt aangewezen welke coupons aan de duplicaten moeten gehecht blijven.

» Hij kan het afleveren van duplicaten afhankelijk stellen van aanvullende bekendmakingen of formaliteiten.

» Zijne bevelschriften worden bij uittreksel en zonder kosten openbaar-gemaakt in het *Bulletijn der met verzet aangeteckende waarden*. »

« ART. 44. — De vennootschappen, die de bij artikel 43 bedoelde lijst niet binnen den opgelegden termijn hebben afgeleverd aan het Nationaal Kantoor, moeten aan den Staat, binnen ééne maand na het bericht dat hij haar bij aangeteekenden brief geeft, het bedrag der sommen terugbetalen, welke hij ter uitvoering van de wet op het herstel der oorlogsschade heeft uitgekeerd wegens de titels, door die vennootschappen uitgegeven.

» Les sociétés qui retarderaient de plus d'un mois le remboursement des sommes qu'elles sont tenues de verser à l'État devront sur ces sommes des intérêts moratoires calculés au taux légal en matière commerciale.

» Ces intérêts seront consignés ou payés avec les sommes principales. »

« ART. 45. § 1. — Les sociétés civiles et commerciales ayant leur siège social ou leur principal établissement en Belgique ne peuvent ni s'attribuer ni répartir à d'autres qu'aux porteurs des titres les dividendes, intérêts, sommes et avantages quelconques afférents à leurs actions, parts et obligations au porteur dont le paiement ou la délivrance ne leur est pas demandé.

» Elles ont la faculté d'en faire le dépôt à la Caisse des dépôts et consignations..

» Leur comptabilité fait apparaître sous une rubrique spéciale les sommes et valeurs visées à l'alinéa premier.

» § 2. — Sont déposées à la Caisse des dépôts et consignations dans les six mois de la clôture de la liquidation, les sommes et valeurs qui, dans les liquidations clôturées après le 1^{er} août 1914, sont attribuées aux porteurs d'actions, parts et obligations des sociétés civiles et commerciales ayant leur siège social ou leur principal établissement en Belgique et dont la remise aux créanciers ou associés n'aurait pu être faite.

» § 3. — Sont déposées à la Caisse des dépôts et consignations, cinq ans après

» De vennootschappen, die meer dan ééne maand mochten wachten om de sommen terug te betalen, welke zij aan den Staat moeten uitkeeren, zijn de interesten wegens vertraagde betaling, berekend naar het wettelijk bedrag in handelszaken, voor die sommen verschuldigd.

» Die interesten moeten te gelijk met de hoofdsommen in consignatie gestort of betaald worden. »

« ART. 45, § 1. — De burgerlijke en handelsvennootschappen, waarvan de zetel of de hoofdlnrichting in België is gevestigd, mogen de dividenden, interesten, sommen en welke voordeelen ook wegens hare aandeelen, deelbewijzen en obligatiën aan toonder, waarvan de betaling of de aflevering haar niet wordt gevraagd, niet toekennen aan zich zelf, noch uitkeeren aan anderen dan aan de houders der titels.

» Zij zijn vrij, ze ter Deposito- en Consignatiekas in bewaring te geven.

» In hare boekhouding moeten de sommen en waarden, bij het eerste lid voorzien, in eene bijzondere rubriek vermeld worden.

» § 2. — De sommen en waarden, die, bij de vereffeningen gesloten na 1 Augustus 1914, zijn toegekend aan de houders van aandeelen, deelbewijzen en obligatiën der burgerlijke en handelsvennootschappen, waarvan de zetel of de hoofdlnrichting in België is gevestigd, en die niet konden afgeleverd worden aan de schuldeischers of deelgenooten, worden binnen zes maand na de sluiting der vereffening ter Deposito- en Consignatiekas in bewaring gegeven.

» § 3. — De sommen, die zijn verschuldigd wegens aflossing voor de lee-

la date de leur exigibilité, les sommes dues à titre d'amortissement pour les emprunts des provinces, communes et établissements publics et dont le paiement n'a pas été demandé par les porteurs de titres. »

« ART. 46. — La Caisse des dépôts et consignations remet les sommes et les valeurs qui lui sont confiées en vertu des dispositions des articles 43 et 45 au porteur dépossédé ou au détenteur du titre original, moyennant le consentement du Ministre des Finances, ou sur la production d'un jugement rendu contre lui et devenu définitif. »

ningen der provinciën, gemeenten en openbare instellingen en waarvan de betaling door de houders van titels niet werd aangevraagd, worden ter Deposito- en Consignatiekas in bewaring gegeven vijf jaar nadat zij eischbaar geworden zijn. »

« ART. 46. — De Deposito- en Consignatiekas overhandigt de sommen en de waarden, die haar krachtens de bepalingen der artikelen 43 en 45 zijn toevertrouwd, aan den buiten bezit gestelden houder of aan den bezitter van den oorspronkelijken titel, mits toestemming van den Minister van Financiën, of na overlegging van een vonnis, dat tegen hem is gewezen en in kracht van gewijsde is gegaan. »

(VI)

PROJET DE LOI

approuvant ou autorisant diverses mesures financières imposées par la substitution de la monnaie belge à la monnaie allemande dans les cantons d'Eupen et de Malmédy.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut :

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, et de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives par Notre Premier Ministre, Ministre des Finances.

ARTICLE PREMIER.

Sont approuvés :

1° L'échange de 9 millions de francs contre 9 millions de mares consenti par le Trésor, antérieurement à l'entrée en vigueur du Traité de Versailles, en vue de faciliter le ravitaillement en vivres de la population des territoires d'Eupen et de Malmédy.

ONTWERP VAN WET

waarbij worden goedgekeurd of toegelaten onderscheidene financiële maatregelen die zich opdringen door het vervangen der Duitsche munten door Belgische munten in de kantons Eupen en Malmedy.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil:

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën en van onzen Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt zal, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers door Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën, worden ingediend.

EERSTE ARTIKEL.

Worden goedgekeurd :

1° De ruiling van 9 miljoen frank tegen 9 miljoen mark, welke vóór het inwerking treden van het verdrag van Versailles, door de Schatkist werd aangegaan met het oog op de vergemakkelijking der bevoorrading in levensmiddelen van de bevolking der gebieden van Eupen en Malmedy.

2° L'avance de 64 millions de francs faite par le Trésor au Haut Commissaire royal agissant pour le compte des communes desdits territoires, pour être affectée à l'échange, à raison de 1 franc contre 1 marc, d'une partie de la monnaie allemande retirée de la circulation; la fixation du délai de remboursement de cette avance est laissée à l'appréciation du Gouvernement.

ART. 2.

Le Gouvernement est autorisé à contracter à la Banque Nationale de Belgique, aux conditions générales inscrites dans la convention du 19 juillet 1919, approuvée par l'article 13 de la loi budgétaire du 24 octobre suivant, une avance de 64 millions de francs, correspondant à la somme en monnaie nationale prélevée sur l'encaisse du Trésor pour être mise en circulation dans lesdits territoires par substitution à la monnaie allemande.

Le remboursement de cette avance coïncidera avec l'extinction de celle visée au 2° de l'article premier.

ART. 3.

Le Gouvernement est autorisé à émettre au nom de l'État et à sa charge, à concurrence d'un capital nominal de 45 millions de francs, des « *Bons de caisse décennaux* » de 1,000 francs chacun, portant intérêt à 5 p. c. à compter du 1^{er} janvier 1921 et remboursables le 31 décembre 1930, destinés à être délivrés en

2° Het voorschot van 64 miljoen frank door de Schatkist gedaan aan den Koninklijken Hoog-Commissaris handelende voor rekening der gemeenten van gemelde gebieden, om bestemd te worden tot de ruiling, op voet van 1 frank tegen 1 mark, van een gedeelte der uit den omloop getrokken Duitsche munt; de vaststelling van den termijn tot terugbetaling van dit voorschot wordt aan de beoordeeling der Regeering overgelaten.

ART. 2.

De Regeering wordt gemachtigd om, bij de Nationale Bank van België, tegen de algemeene voorwaarden opgenomen in de overeenkomst van 19 Juli 1919, goedgekeurd bij artikel 13 der begrootingswet van 24 October daaraanvolgende, eene overeenkomst te treffen aangaande een voorschot van 64 miljoen frank, overeenstemmende met de som welke in nationale munt op den kasvoorraad der Schatkist werd voorafgenomen om in gemelde gebieden ter vervanging der Duitsche munt in omloop te worden gebracht.

De terugbetaling van dit voorschot zal samenvallen met de algemeene delging van datgene bedoeld onder 2° van artikel één.

ART. 3.

De Regeering wordt gemachtigd om in naam van den Staat en te zijnen laste, tot bedrag van een naamkapitaal van 45 miljoen frank « *Tienjarige Kasbons* » uit te geven van 1000 frank elk, interest opbrengende tegen 5 t. h. van 1 Januari 1921 af en uitkeerbaar op 31 December 1930, bestemd om afgegeven

paiement du solde des mares retirés de la circulation dans les cantons rédimés.

Il déterminera les autres conditions de l'émission et arrêtera, d'accord avec le Haut Commissaire royal, les mesures relatives à la délivrance des bons et à leur service financier.

Les frais de confection et d'impression des titres seront imputés sur le crédit prévu à l'article 21 du Budget de la Dette publique pour l'exercice 1922.

ART. 4.

Il est ouvert au Ministère des Finances, pour être rattachés au Budget de la Dette publique :

1^o Pour l'exercice 1921 :

Un crédit de 2,250,000 francs à inscrire sous l'article 13^{bis} à libeller comme il suit : « Intérêts à 5 p. c. des « Bons de caisse décennaux » délivrés en échange de mares retirés de la circulation dans les cantons d'Eupen et de Malmédy (Échéance du 31 décembre 1921) » ;

2^o Pour l'exercice 1922 :

Un crédit de 2,250,000 francs à inscrire sous l'article 13^{bis} à libeller comme il suit : « Intérêts à 5 p. c. des « Bons de caisse décennaux » délivrés en échange de mares retirés de la circulation dans les cantons d'Eupen et de Malmédy (Échéance au 31 décembre 1922). »

ART. 5.

Est ratifiée la garantie de bonne fin de l'État couvrant des ouvertures de crédit consenties par des banques locales, aux conditions et dans les limites fixées par décret du Haut

te worden ter betaling van het saldo der in de herwonnen kantons uit den omloop getrokken marken.

Zij bepaald de andere voorwaarden der uitgifte en treft, in overeenstemming met den Koninklijken Hoog-Commissaris, de maatregelen betreffende de uitreiking der bons en hunnen financiëelen dienst.

De kosten van aanmaken en drukken der titels worden gekweten uit het crediet voorzien onder artikel 21 van de Begroting der Openbare Schuld voor het dienstjaar 1922.

ART. 4.

Aan het Ministerie van Financiën wordt geopend om te worden verbonden aan de Begroting der openbare Schuld :

1^o Voor het dienstjaar 1921 :

Een crediet van 2,250,000 frank uit te trekken onder artikel 13^{bis} te doen luiden als volgt : « Interesten tegen 5 t. h. der « Tienjarige Kasbons » verstrekt in ruiling tegen marken uit den omloop getrokken in de kantons Eupen en Malmedy (Vervaldag van 31 December 1921) » ;

2^o Voor het dienstjaar 1922 :

Een crediet van 2,250,000 frank uit te trekken onder artikel 13^{bis}, op te stellen als volgt : Interesten tegen 5 t. h. der « Tienjarige Kasbons » afgegeven in ruiling der in de kantons Eupen en Malmedy uit den omloop getrokken marken (Vervaldag van 31 December 1922) ».

ART. 5.

Wordt goedgekeurd de Staatswaarborg tot goed einde, waarbij worden gedekt credietsopeningen door lokale banken verleend, op de voorwaarden en binnen de per-

Commissaire royal, à des commerçants et à des industriels des deux cantons désannexés, contre nantissement de marques.

Le Gouvernement fixera la date à laquelle cette garantie cessera de produire ses effets.

Donné à Bruxelles, le 21 mars 1922.

ken bij decreet van den Koninklijken Hoog-Commissaris gesteld, aan handelaars en aan nijveraars der beide gedesannexeerde kantons, mits inpandgeving van marken.

De Regeering bepaalt den datum waarop deze waarborg zal ophouden van kracht te zijn.

Gegeven te Brussel, den 21^e Maart 1922.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister,
Minister van Financiën,

G. THEUNIS.

Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,

De Minister van Binnenlandsche
Zaken en Volksgezondheid,

Paul BERRYER.

